

Fiscalité automobile 2026 : la mobilité au cœur de la transformation énergétique des entreprises

Une tribune d'expert signée par Julien Chabbal,

Président-directeur général d'Alphabet France

La loi de Finances 2026 prolonge les évolutions engagées ces dernières années en matière de fiscalité automobile. Elle s'inscrit dans une logique de renforcement progressif des dispositifs existants, avec pour objectif de soutenir la décarbonation des mobilités.

Dans ce contexte, la mobilité occupe une place croissante dans les réflexions stratégiques des entreprises. Les décisions en la matière impliquent des arbitrages toujours plus nombreux entre enjeux économiques, sociaux et environnementaux, dans un cadre réglementaire en constante évolution.

Sans remettre en cause l'orientation générale de cette trajectoire, certains ajustements pourraient néanmoins en améliorer l'efficacité. Des dispositifs plus lisibles, progressifs et anticipables offriraient aux entreprises une meilleure visibilité pour construire leur stratégie de mobilité et planifier leurs investissements. Une plus grande stabilité réglementaire favoriserait ainsi une gestion plus fluide des renouvellements et limiterait les logiques d'attentisme.

La mobilité, un pilier concret des stratégies de décarbonation

Le transport représente l'un des principaux postes d'émissions de gaz à effet de serre en France : les transports routiers représentent à eux seuls près de 30 %⁽¹⁾ des émissions nationales. La transition énergétique ne peut donc se penser sans transformation profonde des mobilités.

Dans le même temps, les entreprises jouent un rôle majeur dans le renouvellement du parc automobile français. Les personnes morales sont en effet à l'origine de plus de la moitié⁽²⁾ des immatriculations de voitures particulières neuves en France. Les choix qu'elles opèrent influencent donc directement la structure du parc roulant et, à terme, son niveau d'émissions.

Cette responsabilité confère à la mobilité professionnelle une véritable dimension stratégique. Pour beaucoup d'entreprises, celle-ci occupe désormais une place essentielle dans les trajectoires de décarbonation et s'incarne très concrètement dans leurs engagements environnementaux : la mobilité est souvent l'un des premiers domaines où la réduction des émissions devient tangible, mesurable et impactante.

Transformer la mobilité implique néanmoins de continuer à répondre efficacement aux besoins des collaborateurs. Dans ce cadre, les gestionnaires de flotte jouent un rôle

déterminant : ils doivent concilier contraintes budgétaires, choix des motorisations, définition de la car policy et adaptation continue aux usages réels.

La fiscalité, un paramètre clé des arbitrages de mobilité

La loi de Finances 2026 s'inscrit dans la continuité de la trajectoire engagée depuis plusieurs années par l'État : en 2026, pas de changement de cap, mais un renforcement marqué des contraintes et des pénalités appliquées aux véhicules émettant des émissions de CO₂.

La pression fiscale et réglementaire pèse donc directement sur les choix de mobilité que les gestionnaires de flotte doivent effectuer : modèles, motorisations, catégories de véhicules... Les durcissements successifs du malus, des taxes sur les émissions, l'arrivée en 2025 de la TAI et les nouvelles modalités de calcul des avantages en nature traduisent cette volonté d'orienter le marché vers des véhicules zéro émission.

Dans ce contexte, l'extension des dispositifs incitatifs à l'ensemble des véhicules 100 % électriques permettrait d'atteindre plus rapidement les objectifs de décarbonation : 67,2% des véhicules électriques proposés sur le marché français ne sont pas éco-scorés. Adapter les critères d'éligibilité contribuerait à démocratiser le développement de la mobilité électrique, à soutenir les volumes et à accélérer la transition énergétique.

En complément, une mise en place rapide de mesures de soutien aux véhicules d'occasion 100% électriques rendrait ces modèles plus accessibles aux particuliers et permettrait à un public plus large de s'orienter vers ce type de motorisation, ce qui contribuerait à soutenir la transition énergétique du parc routier français.

La mobilité, reflet de la transformation des entreprises

Au-delà du cadre réglementaire, la mobilité s'impose comme un sujet stratégique à part entière qui doit mobiliser plusieurs fonctions dans l'entreprise : achats, finance, ressources humaines, RSE, direction générale, etc. : les arbitrages doivent se faire de manière coordonnée.

La mobilité impose de concilier performance économique, attractivité employeur et ambition environnementale. À ce titre, l'évolution des politiques de mobilité illustre une tendance de fond : l'intégration progressive des enjeux climatiques au cœur des stratégies d'entreprise.

La fiscalité et la réglementation automobile en 2026 s'inscrivent dans la continuité d'une dynamique déjà engagée depuis plusieurs années. Leur renforcement traduit la

volonté des pouvoirs publics de faire de la mobilité un levier majeur de la transition énergétique des entreprises.

Longtemps considérée comme un sujet opérationnel, la mobilité s'impose désormais comme une composante stratégique à part entière. Elle reflète la capacité des organisations à anticiper les évolutions réglementaires, à intégrer les enjeux environnementaux dans leurs décisions et à inscrire leurs choix dans une vision de long terme.